

**ORGANISONS-NOUS COLLECTIVEMENT POUR FAIRE TENIR LE SERVICE PUBLIC D'ÉDUCATION, POUR OBTENIR LES MOYENS DE NE PAS LAISSER LE CHAMPS LIBRE À LA PRIVATISATION !**

**RETROUVONS RAPIDEMENT LE CHEMIN DES LUTTES ET PRÉPARONS-NOUS CONTRE LES ATTAQUES À VENIR SUR DE BASES AUTOGESTIONNAIRES :**

- CONSTITUONS DES CAISSES DES GRÈVES
- RÉUNISSONS-NOUS EN ASSEMBLÉES GÉNÉRALES POUR PRENDRE DES DÉCISIONS QUI NOUS APPARTIENNENT
- SOYONS SOLIDAIRES, CONSTITUONS DES COLLECTIFS QUI PROTÈGENT DES SANCTIONS

**PROTÉGEONS LES ENFANTS DE LA MACHINERIE DE TRI SOCIAL QUI VA S'ACCENTUER:**

- REFUSONS DE FAIRE PASSER LES ÉVALUATIONS NATIONALES
- RÉAFFIRMONS NOS BASES PÉDAGOGIQUES COOPÉRATIVES
- REFUSONS DE METTRE NOS OUTILS DE TRAVAIL EN CONCURRENCE EN PARTICIPANT AUX ÉVALUATIONS D'ÉTABLISSEMENTS



## RÉ-ÉLECTION DE MACRON

**5 ANNÉES POUR AMORCER LA DESTRUCTION DU SERVICE PUBLIC D'ÉDUCATION...**

La politique ultralibérale du président Macron et de son ministre autoritaire Blanquer n'a eu de cesse de casser le service public d'éducation, au détriment des élèves et des personnels.

- Développement de l'école privée, largement confessionnelle : forte augmentation de budget alloué au privé et obligation de scolarisation à partir de 3 ans forçant les collectivités à financer le développement d'écoles privées.
- Des recrutements de personnels toujours plus insuffisants
- Recours massif aux contrats précaires
- Liquidation de l'éducation prioritaire avec des expérimentations dites de "de mixité sociale" présentées comme des alternatives.
- Réformes des lycées et du bac : mise en concurrence des élèves, suppressions du bac comme premier grade universitaire.
- Parcours sup' : sélection et tri social
- Attaques contre les personnels : loi Rilhac, atteintes à la liberté pédagogique des enseignant.es, tentative d'imposer un devoir de réserve qui n'existe pas légalement, attaques contre le droit syndical (tentative de dissolution de Sud Education 93, mutations de syndicalistes, obstacle aux formations syndicales.)
- Dévoiement de la laïcité pour diffuser des idées islamophobes

Il s'agit de proposer un modèle d'école purement libéral comme il en existe déjà dans d'autres pays. Dans cette logique l'école doit être transformée pour devenir rentable financièrement, comme l'ont été les Télécoms, la Poste, la SNCF, l'hôpital.

**...5 ANNÉES POUR TERMINER LE TRAVAIL !**

Dans son programme, Macron va encore plus loin et prévoit :

- la "fin des voies sans débouchés", c'est-à-dire la fermeture arbitraire de filières jugées « inutiles », la suppression de postes, la disparition de certains choix pour les élèves
- "des formations dans l'enseignement supérieur en fonction des besoins de la Nation", traduisons : une école au service des entreprises et totalement libérale. La marchandisation de l'école n'est plus cachée !
- "des professeurs, des proviseurs et des principaux plus libres" , en gros plus de pouvoir aux chefs et management entrepreneurial
- "Augmenter les heures de français / mathématiques au primaire et en 6<sup>o</sup> : l'enseignement sera uniformisé, avec la probable disparition de matières artistiques.
- "Retour des mathématiques dans le tronc commun au lycée" : vive les changements au gré du vent médiatique, et sans consultation ou échange véritable avec les enseignant.e.s
- "Augmentation jusqu'à 35 h du temps de travail des AESH" : l'idée est d'augmenter le temps de travail sans évoquer une véritable formation et une véritable refonte du statut des AESH. Au final : du personnel encore plus exploité !
- "Garantie du remplacement des enseignants" mais sans recrutement massif annoncé. Bref, nous serons contraint.e.s de remplacer nos collègues absent.e.s !
- "Faire du lycée professionnel une voie d'excellence, avec la méthode qui a réussi sur l'apprentissage. Les périodes passées en stage en entreprise augmenteront de 50%, et les jeunes seront rémunérés" : nos élèves seraient donc des travailleurs (et plus des élèves) et l'école une antichambre des entreprises.